

En Italie, le discours prorusse est relayé par des voies plus acceptées qu'en France

di Sofia Ventura

Alors que l'activisme médiatique de la chroniqueuse pro-Kremlin Xenia Fedorova fait scandale en France, la politiste transalpine constate que la propagande en faveur du pouvoir russe est beaucoup plus infiltrée et peu critiquée en Italie

Le cas Xenia Fedorova, qui suscite en France une vive controverse, est particulièrement intéressant vu d'Italie, où la propagande russe sur l'agression contre l'Ukraine circule avec une étonnante facilité dans l'espace médiatique et culturel. Mais les formes de cette pénétration diffèrent sensiblement. Le discours favorable au Kremlin est en Italie beaucoup plus diffus et hétérogène. Il ne passe pas seulement par des propagandistes identifiables, mais aussi par des éditorialistes, des journalistes, des universitaires et d'anciens diplomates. Nous assistons à une pénétration capillaire, dans laquelle des figures perçues comme faisant autorité trouvent un large espace. Leurs positions s'accompagnent presque toujours de formules de prudence. On reconnaît que la Russie a agressé l'Ukraine ; on admet que le peuple ukrainien souffre.

Mais l'on avance ensuite des arguments qui délégitiment l'Ukraine et atténuent la responsabilité russe. Dans les versions les plus respectables, les accusations de « nazisme » sont évitées. On insiste plutôt sur l'idée que la Russie serait impossible à vaincre ; on met en doute la qualité démocratique de l'Ukraine ; on souligne la corruption ; on invoque l'absence d'élections.

Dans les deux pays, la diffusion de ces discours est politiquement transversale. Si l'on s'en tient toutefois au système médiatique, le cas Xenia Fedorova indique, en France, une pénétration surtout visible dans l'écosystème Vivendi-Bolloré. En Italie, cette

pénétration est plus dispersée : plus forte dans certaines chaînes privées, mais présente aussi dans l'audiovisuel public ; évidente dans des titres liés à des positions extrêmes ou antisystème, mais audible également dans de grands journaux généralistes.

Cette propagande ne provoque pas en Italie une indignation comparable. Peu de personnalités publiques ou responsables politiques dénoncent clairement un discours aussi indulgent envers Moscou. L'exception la plus importante demeure le président de la République, Sergio Mattarella, ainsi que quelques représentants du centre et de la gauche réformiste. En France, au contraire, la propagande de l'écosystème Bolloré suscite une réaction plus forte : enquêtes journalistiques, prises de position politiques, interventions au sommet de l'Etat. En Italie, rien de comparable n'existe dans la presse mainstream, même si quelques médias plus petits s'obstinent à dénoncer cet état de fait. Par ailleurs, en Italie, l'Agcom n'a jamais joué, sur ce terrain, un rôle aussi visible et incisif que son homologue française, l'Arcom.

Le masque de la post-vérité

Une partie de l'explication tient à la dimension corporatiste du contexte culturel italien. Certains des acteurs qui diffusent des interprétations peu favorables à l'Ukraine appartiennent à un univers journalistique, académique et culturel où l'esprit de corps l'emporte trop souvent sur l'exigence critique. S'y ajoutent une déontologie professionnelle faible et une véritable obsession de l'audience ; le discours prorusse devient une matière télévisuelle : il n'est pas interrogé au regard de sa vérité, mais utilisé pour produire du spectacle. Moscou a, qui plus est, cultivé pendant des années son influence dans les milieux universitaires, journalistiques, culturels et parfois institutionnels. Il en est résulté un écosystème vulnérable. L'Italie n'a pas besoin d'une Xenia Fedorova, parce que le discours prorusse est relayé par des voies plus diffuses et socialement plus acceptées. Dans les deux pays sont en revanche invoqués la liberté d'expression et le pluralisme. L'argument est puissant, mais il est souvent utilisé de manière trompeuse. Dans le cas Fedorova, comme dans certains cas italiens, on s'attarde rarement sur les fréquentations russes, sur les réseaux construits dans le temps. Ces discours sont rarement soumis à une vérification, encore moins à la

contradiction, comme dans de nombreux festivals culturels italiens, où un véritable désordre informationnel a été mis en scène devant des publics conquis.

Et lorsque la contradiction existe, elle ne sert pas à clarifier les faits, mais à produire de l'affrontement et du spectacle. Par conséquent, toutes les opinions finissent par être considérées comme également légitimes, même lorsqu'elles ne reposent sur aucune base factuelle. La liberté d'expression devient alors le masque de la post-vérité.

Nous sommes donc face à la rencontre entre le « sharp power » [*pouvoir de subversion*] russe et les fragilités internes de nos démocraties. En France, ces stratégies ont trouvé dans le système Bolloré un canal visible. En Italie, elles agissent de manière moins concentrée, mais plus pernicieuse, en envahissant des espaces réputés légitimes et en passant par des personnalités acceptées dans le mainstream politico-culturel. Ces personnalités viennent parfois de la gauche, parfois d'une droite illibérale, dont certaines figures sont pourtant bien accueillies dans des cercles de gauche paradoxalement plus hostiles aux libéraux qu'à cette droite.

Les conséquences politiques sont considérables. En France, l'élection présidentielle de 2027 concernera toute l'Europe : il serait dévastateur que le pays soit dirigé par un président de la République et une majorité complaisants envers la Russie et hostiles au renforcement de l'intégration européenne, notamment en matière de défense.

En Italie, même avec un gouvernement officiellement pro-ukrainien, pèsent la Ligue du Nord de Matteo Salvini dans la majorité et une opinion publique conditionnée par des années de propagande médiatique, susceptible d'influencer aussi les partis d'opposition, du Parti démocrate au Mouvement 5 étoiles, ce dernier étant, avec la Ligue, l'une des forces politiques italiennes les plus indulgentes envers Moscou. La menace prend, donc, des formes différentes selon les pays, mais la logique demeure la même : affaiblir le soutien à l'Ukraine, miner la confiance dans l'Europe, rendre les démocraties incapables de se défendre.

Sofia Ventura est professeure de science politique et de communication politique à l'université de Bologne